

le nouveau emploi formation

Numéro 14 - Avril 2022

édito



Au sommaire de cette édition printanière, quatre articles portant sur des actions menées vers les publics : personnes en situation de handicap, femmes victimes de violences conjugales, jeunes, personnes en difficulté face au numérique.

Après un peu plus d'un an d'existence, le réseau des référents handicap au sein des organismes de formation en Normandie compte 270 membres. Ces référents sont un véritable atout pour rendre accessible les formations dispensées aux personnes en situation de handicap. Le Mag propose le témoignage très éclairant de deux référentes et un premier bilan des actions menées.

Dans les métiers de l'accompagnement, les professionnels peuvent être confrontés et parfois se trouver démunis face aux femmes victimes de violences conjugales. Une action de formation a été initiée au sein du secteur de l'insertion par l'activité économique pour repérer ces femmes, parvenir à échanger avec elles sur ce sujet sensible en adoptant la bonne posture, les aider en les orientant vers les structures adaptées. Nous consacrons un article sur cette expérience...

Autre public, celui des jeunes, très en demande d'informations, avec le rôle clé joué par le réseau Info Jeunes Normandie (anciennement CRIJ - Centre régional information jeunesse). Ce réseau très actif accueille les jeunes Normands sur l'ensemble du territoire, produit de la documentation à caractère régional sur des questions qui les préoccupent, organise des événements, des actions... Focus sur trois d'entre elles dans ce numéro.

Enfin, avec la montée en puissance de la dématérialisation des services publics, il devient urgent d'accompagner les publics en difficulté avec le numérique. Eclairage sur les moyens et les services mis en œuvre pour lutter contre la fracture numérique, pour clore ce numéro.

Et toujours l'actualité du Carif-Oref dans notre bloc-notes !

Bonne lecture,

L'équipe du Carif-Oref



Directeur de la publication - Luc Chevalier
Réalisation - Clotilde Deffontaines, Marie Desse-Baude, Sylvie Laillier, Valérie Leroy, Aïcha Talbi
Coordination de la revue - Valérie Leroy
Maquette, Mise en page - Nathalie Grember
Crédit photos - Adobe Stock

Production téléchargeable sur : www.cariforefnormandie.fr



Site de Caen
Unicité, Bat A
10 Rue Alfred Kastler
14000 Caen

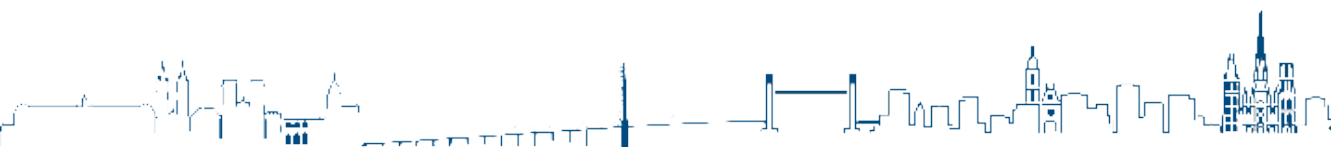
Site de Rouen
Atrium
115 Boulevard de l'Europe
BP 1152
76176 Rouen Cedex



02 31 95 52 00



contact@cariforefnormandie.fr



SOMMAIRE



04

RESEAU DES
REFERENTS HANDICAP :
UN AN D'EXISTENCE
ET 260 MEMBRES



13

INFO JEUNES
NORMANDIE,
EXPLORONS LES POSSIBLES !



9

LES EMPLOYEURS
DE L'IAE S'ENGAGENT
DANS L'ACCOMPAGNEMENT
DES FEMMES VICTIMES DE
VIOLENCES CONJUGALES



17

RÉDUIRE LA FRACTURE
NUMÉRIQUE : LE RÔLE-CLÉ
DE LA MÉDIATION



22

BLOC-NOTES

Réseau des référents handicap : un an d'existence et 260 membres !



Le réseau des référents handicap des structures de formation normandes a été lancé en mars 2021 lors d'un webinaire qui avait réuni 138 participants. Initié par l'Etat (DREETS Normandie), la Région Normandie, l'Agefiph et le Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP), son animation est portée par le Carif-Oref de Normandie. Ce réseau, composé aujourd'hui de 260 membres, a pour volonté d'accompagner organismes de formation, centres de formation d'apprentis (CFA) et instituts de formation sanitaire et sociale, dans l'accueil des personnes handicapées en favorisant leur inclusion et accessibilité, tout en répondant aux exigences du référentiel national Qualiopi. Eclairage sur le rôle et les missions d'un référent handicap dans cet article, qui propose également un premier bilan de l'animation de ce réseau depuis son lancement.

LE RÉFÉRENT, FACILITATEUR POUR LES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Le référent handicap participe activement à l'intégration des personnes en situation de handicap dans leur parcours de formation et contribue à l'évolution des pratiques envers ces personnes au sein de la structure qui l'emploie. Précisément, ses missions sont les suivantes :

- Mobiliser les ressources appropriées aux besoins en s'appuyant en interne sur la direction, l'administration, l'équipe pédagogique, et en externe sur le conseiller en évolution professionnelle (CEP), la [Ressource Handicap Formation \(RHF\)](#), les spécialistes du handicap...



- Faciliter les relations entre le CEP, la personne handicapée, l'équipe pédagogique et administrative, les autres apprenants et les entreprises privées ou les employeurs publics
- Favoriser les conditions d'intégration et d'adaptation aux parcours de formation, en lien avec l'équipe pédagogique
- Communiquer sur les synergies mises en œuvre permettant la réussite du parcours de formation, évaluer les difficultés et échecs rencontrés
- Transmettre ses connaissances sur le champ du handicap aux professionnels de sa structure
- Promouvoir des actions régionales en faveur de l'insertion des personnes en situation de handicap.

Parallèlement à ces missions, la structure de formation qui a désigné un référent, doit répondre à certains engagements, comme :

- Accueillir le public en situation de handicap sans discrimination et dans une optique de droit à la compensation
- Reconnaître la fonction de référent handicap en interne
- Intégrer la dimension handicap à tous les projets portés par la structure.

Afin d'apporter un éclairage concret sur le rôle et les missions d'un référent handicap, Clotilde Deffontaines, animatrice du réseau, a rencontré Gaëlle Ragot et Diana Llorente. Elles évoquent notamment les premières actions menées depuis leur prise de fonction.



Gaëlle Ragot est référente handicap et référente de parcours au sein de l'organisme de formation Aden Formations à Caen. Elle occupe son poste de référente handicap sur 20 % de son temps.



Diana Llorente est chargée de projets rattachée au pôle Professionnalisation du Carif-Oref de Normandie. Elle est référente handicap sur le site de Rouen de la structure qui propose des actions de formation à travers son programme de professionnalisation.

Comment êtes-vous devenue référente handicap ? Ce rôle vous a-t-il été proposé ou avez-vous été volontaire ?

Gaëlle Ragot (GR) : La direction m'a proposé de devenir référente handicap quand l'organisme est devenu CFA. J'ai volontiers accepté car j'avais déjà travaillé dans les domaines du handicap et dans l'accompagnement. La direction a pensé à juste titre que cette fonction m'intéresserait ayant déjà certaines connaissances et expériences. J'ai notamment travaillé avec des partenaires qui œuvrent dans le champ du handicap et j'ai siégé à la Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH).

Diana Llorente (DL) : Je me suis positionnée sur la base du volontariat pour cette mission de référente handicap l'été dernier.

Etes-vous plusieurs référents handicap dans votre centre de formation ou votre organisme ?

GR : Aden Formations est implanté sur plusieurs départements, il y a donc trois référents handicap : un référent pour l'Orne et la Sarthe, une référente en Seine-Maritime et moi-même dans le Calvados. Je suis également chargée de centraliser les informations et de coordonner l'action des référents handicap d'Aden, j'apporte parfois un appui aux autres référents.

DL : Nous sommes deux référentes handicap au sein du Carif-Oref de Normandie : ma collègue Malyka Déméautis sur le site de Caen et moi-même sur le site de Rouen.

En tant que référente handicap, quelles sont vos principales missions au quotidien ?

GR : Mes principales missions consistent à recevoir les apprenants ayant un problème de santé ou un handicap afin de répondre à leurs besoins d'aménagements pendant leur formation ou pour les épreuves d'examen. Je fais le lien avec les partenaires extérieurs si besoin, avec les équipes pédagogiques, les services techniques et la direction en interne.

Je suis là avant tout pour écouter et accompagner ceux qui le souhaitent dans la recherche de relais ou de solutions leur permettant de suivre leur cursus dans de bonnes conditions afin d'atteindre leur objectif, à savoir l'obtention du titre ou du diplôme visé.

DL : Le rôle d'une référente handicap est de faciliter les conditions d'accès aux formations de notre programme de professionnalisation en proposant des adaptations pédagogiques et/ou des aménagements spécifiques aux personnes en situation de handicap.



Combien d'heures y passez-vous en moyenne pendant la semaine ?

GR : C'est difficile de quantifier le temps que je consacre à cette fonction. Cela dépend des périodes, mais je dirais que la journée par semaine qui m'est octroyée pour occuper ma mission de référente handicap est pour l'instant suffisante.

DL : Nous avons instauré une permanence téléphonique tous les mercredis de 10 h à 12 h au 02 32 18 16 01. Je réalise également une veille sur ce sujet. J'y consacre environ une heure par semaine.

Avez-vous reçu beaucoup de stagiaires en situation de handicap dans votre centre de formation ?

GR : J'ai dû accompagner une trentaine d'apprenants depuis un peu plus d'un an, sachant que parfois, un seul entretien peut suffire à répondre à la demande, quand celle-ci concerne un besoin d'aménagement d'épreuve uniquement. Je reste à la disposition des apprenants, c'est eux qui me sollicitent s'ils le souhaitent. Ils savent que je suis là pour eux, j'essaie de passer sur chaque groupe dès la rentrée pour me présenter. Les prescripteurs et partenaires savent qu'il y a un référent handicap à Aden, ils me sollicitent donc parfois en amont de la formation pour qu'on puisse mettre en place les aménagements le plus tôt possible.

DL : Nous avons déjà reçu des stagiaires en situation de handicap pour lesquels nous avons mis en place des solutions de compensation. Il est important de rappeler aux stagiaires qu'il est toujours préférable de nous informer d'une demande de besoins particuliers dès l'inscription à la formation pour pouvoir y répondre au mieux.

Avez-vous réussi à accompagner et/ou guider les stagiaires afin qu'ils puissent suivre la formation ?

GR : Oui, pour certains apprenants il a été nécessaire d'impliquer les prescripteurs et l'équipe pédagogique afin de mettre en place des aménagements liés au rythme de la formation ou aux modalités pédagogiques, par exemple. Et sans ces aménagements, ces apprenants n'auraient pas pu suivre la formation alors qu'ils avaient le niveau requis et que le projet était construit et validé.

DL : Oui, avec des sessions à distance au lieu du présentiel par exemple ou encore pour des stagiaires sourds ou malentendants, nous avons acheté des masques inclusifs. Et si besoin, ma collègue Malyka pratique la langue des signes française.

Qu'avez-vous mis en place concrètement pour mener à bien votre mission ?

GR : Je travaille actuellement avec la référente de parcours du dispositif Formation adaptée de L'Adapt pour deux apprenants en formation de secrétariat (secrétaire comptable et secrétaire médico-sociale). Nous avons mis en place un calendrier spécifique pour l'un, avec l'accord de la Région qui finance sa formation, et proposé des cours à distance pour quelques matières pour l'autre. Nous organisons des temps de rencontre entre l'apprenant, le référent de parcours apprenant d'Aden, la référente de L'Adapt et moi-même pour faire le point régulièrement et pouvoir revoir les modalités d'aménagements si besoin.
(suite page suivante)

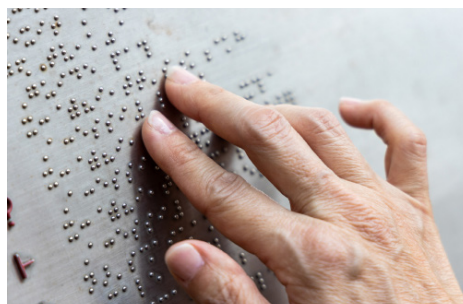
DL : Malyka et moi-même avons suivi l'action de formation socle pour les référents handicap. Nous avons créé une fiche « référent handicap » pour nous faire connaître au sein de notre structure et nous l'envoyons aux stagiaires qui sont en situation de handicap. Sur le site du programme de professionnalisation et sur les formulaires d'inscription aux formations, nos coordonnées sont rappelées. Je fais partie, avec ma collègue, de la communauté numérique du réseau des référents handicap des structures de formation (voir plus loin). Nous échangeons régulièrement entre référents handicap pour mettre en place des actions de sensibilisation auprès de nos collègues dans nos structures.

(suite de l'entretien)

GR : J'ai organisé la sensibilisation de l'équipe pédagogique pour un apprenant en formation pré qualifiante informatique et numérique avec le psychiatre et l'éducateur de l'Institut thérapeutique éducatif et pédagogique (ITEP) de ce jeune. Des points réguliers sont prévus entre le référent de parcours apprenant et l'éducateur.

J'ai demandé l'achat de tables réglables pour un apprenant en fauteuil électrique en formation gestionnaire de paie qui ne pouvait pas s'installer en salle informatique, les tables étant trop basses. Deux salles informatiques au rez-de-chaussée sont maintenant équipées de tables réglables en hauteur et réservées aux personnes en fauteuil.

Pascale Lobreau, chargée de mission Ressource Handicap Formation d'ALFEPH est intervenue pour m'aider à instruire un dossier majoration coût-contrat auprès d'un Opco afin d'obtenir le financement de matériel ergonomique pour une apprentie en BTS Assistant de manager.



UNE COMMUNAUTÉ NUMÉRIQUE POUR INFORMER, OUTILLER, FACILITER LES ÉCHANGES

Une communauté numérique des référents handicap a été mise en place en s'appuyant sur l'outil « Investir dans les compétences en Normandie », espace collaboratif numérique d'information et de mise en relation des professionnels de l'emploi et de la formation en région.

Cette plateforme d'échanges et de partages, qui s'inscrit dans le cadre du déploiement du plan d'investissement dans les compétences (Pic), du pacte régional d'investissement dans les compétences (Pric) en Normandie et de la création de la plateforme nationale « La Place », rassemble plusieurs communautés dont celle des référents handicap, qui peuvent ainsi partager expériences, projets et actions sur le champ du handicap.

Plus précisément, grâce à cet espace, les référents handicap et les partenaires associés disposent d'actualités, des webinaires en replay organisés à leur attention, d'informations sur les dispositifs et outils, de ressources documentaires, de sites de référence, d'un calendrier avec les événements, et d'une possibilité d'échanges de pratiques via un forum de discussion.



L'année dernière, 260 personnes ont intégré la communauté numérique des référents handicap, un des espaces les plus animés sur la plateforme « Investir dans les compétences en Normandie », avec de nombreuses visites, pages consultées et contenus créés.

ACTION SOCLE ET WEBINAIRES POUR PROFESSIONNALISER LES RÉFÉRENTS

Pour appréhender l'insertion des personnes en situation de handicap, le Carif-Oref de Normandie a mis en place dans l'axe 5 de son programme de professionnalisation « Prise en compte du handicap », une action de formation, qui s'adresse aux référents.

Les objectifs sont les suivants :

- Acquérir un premier niveau de culture sur le handicap
- S'approprier l'approche et le positionnement face aux handicaps
- Comprendre les attendus et le rôle du référent handicap
- Assurer un rôle facilitateur pour mobiliser les ressources appropriées à l'accompagnement.

En 2022, six sessions ont été programmées, alternativement sur Caen et Rouen. Elles se déroulent en deux temps : deux journées en présentiel, puis trois mois plus tard, une demi-journée de retour d'expérience à distance. Chacune rassemble environ une dizaine de participants.

Les référents peuvent évidemment s'inscrire à toutes les autres actions de l'axe 5, par exemple l'action 5.5 portant sur les aménagements et adaptations pédagogiques pour des personnes en situation de handicap ou encore l'action 5.6 qui permet de sensibiliser les professionnels au handicap moteur et aux maladies chroniques invalidantes et/ou évolutives.

Des webinaires sont également proposés aux référents handicap. Six ont été organisés en 2021, sur des sujets variés (formation accompagnée, accessibilité, rôle du FIPHFP, coût contrat majoré...). Ils ont rassemblé environ 382 personnes. En 2022, de nouveaux webinaires thématiques (référentiel Qualiopi, handicaps sensoriels visuels et auditifs...) seront organisés afin de poursuivre la professionnalisation du référent.

Des sessions « découverte » de la plateforme numérique ainsi que des moments d'échanges entre les membres sur différents sujets sont aussi prévus cette année.

Clotilde Deffontaines (Carif-Oref de Normandie)
Valérie Leroy (Carif-Oref de Normandie)



Contact :

Clotilde Deffontaines
Animatrice réseau des référents handicap
Pôle Professionnalisation et Animation
cdeffontaines@cariforefnormandie.fr
reseau-referents-handicap@cariforefnormandie.fr

Les employeurs de l'IAE s'engagent dans l'accompagnement des femmes victimes de violences conjugales



En 2021, le réseau Chantier école Normandie, avec le soutien de la Direction régionale aux droits des femmes et à l'égalité (DRDFE), a proposé à l'ensemble des structures de l'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire une action de formation destinée à repérer, orienter et accompagner les femmes victimes de violences conjugales. Un projet, mené avec les deux autres réseaux de l'IAE que sont le Coorace Normandie et la Fédération des entreprises d'insertion de Normandie, pour répondre à la demande d'un besoin exprimé par les salariés permanents de ces structures confrontés à des situations délicates lors du premier confinement. Présentation de cette expérience et de son bilan, dans cet article.

UNE FORMATION POUR AGIR CONTRE LES VIOLENCES CONJUGALES

Au cours des confinements et couvre-feux liés à la crise sanitaire que nous avons connus, les femmes ont davantage été exposées à la violence de leur compagnon, certaines pour la première fois. Les personnes accueillies en structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) se trouvent très souvent dans des situations précaires, à la fois sur les plans personnels et professionnels. Or, la précarité est considérée comme un facteur aggravant des violences, même s'il est désormais admis que les violences faites aux femmes au sein du couple touchent tous les milieux sociaux.

Afin de répondre au besoin exprimé par les salariés de l'IAE et à leur volonté d'agir, une action de formation a été construite en Normandie, afin d'apporter des clés et des leviers d'action possibles pour repérer et accompagner les femmes victimes de violence.



Plus globalement, l'un des enjeux du projet était aussi de faire entrer cette question sensible et délicate des violences conjugales dans le milieu professionnel, et de donner les moyens à chacun de pouvoir agir, à son niveau, contre ces violences.

UNE SESSION SUR CHAQUE DÉPARTEMENT NORMAND

Deux organismes de formation ont été choisis pour répondre au cahier des charges co-construit avec les réseaux de l'IAE et la DRDFE : celui porté par la fédération régionale des Centres d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF) et le cabinet Arfos.

Les objectifs principaux de la formation, sur deux journées, étaient les suivants :

- Mieux connaître les violences dont sont victimes les femmes et leurs impacts
- Être en capacité d'identifier les femmes victimes
- Adopter la bonne posture professionnelle, que ce soit en tant qu'encadrant technique, chargé d'accueil ou conseiller en insertion professionnelle
- Repérer les acteurs locaux vers lesquels orienter les femmes victimes.

Elle a été proposée à l'ensemble des personnels de l'IAE, ceux de l'accompagnement, mais aussi de l'encadrement. Entre décembre 2020 et juin 2021, cinq sessions ont été conduites, une sur chacun des départements normands.

UN GUIDE RÉALISÉ PAR LES STAGIAIRES POUR PRÉVENIR LES VIOLENCES

La formation a été suivie par 62 personnes, dont une large majorité de conseillers en insertion professionnelle (66 %), des encadrants techniques (25 %), et quelques représentants de la direction et des chargés d'accueil, provenant de 35 SIAE, représentant environ 20 % de ces structures conventionnées en région. Pour beaucoup, il s'agissait de structures de production (ateliers et chantiers d'insertion, entreprises d'insertion), comparativement aux structures de mise à disposition du personnel (associations intermédiaires, entreprises de travail temporaire d'insertion).

La formation se voulait résolument impliquante à la fois dans la forme mais également dans son contenu. Les stagiaires ont notamment réfléchi aux bonnes pratiques à adopter pour repérer, orienter et accompagner les victimes de violences sexistes et conjugales. Un guide-repère a pu ainsi être réalisé, diffusé à l'ensemble des professionnels de l'encadrement et de l'accompagnement dans les SIAE.

Ce guide apporte des clés de lecture et de compréhension du sujet, livre des repères et les réflexes adaptés pour agir en milieu professionnel et prévenir les violences faites aux femmes. Il propose aussi une cartographie d'acteurs relais dans chaque département normand.

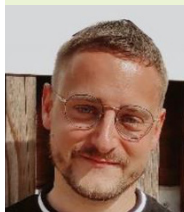
PRÉVENIR LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Repérer, orienter et accompagner les victimes



"Le mécanisme des violences est ce qui détruit les femmes, contrôle les femmes, diminue les femmes et maintient les femmes à leur soi-disant 'place'."
Eve Ensler, Fondatrice de V-DAY

Ce guide s'adresse aux professionnels de l'encadrement et de l'accompagnement dans les Structures de l'Insertion par l'Activité Economique



Mathieu Phalip, chargé d'insertion socio-professionnelle à la Régie des Quartiers d'Evreux, a suivi la formation « Comment repérer et accompagner les femmes victimes de violence ? ». Le Mag lui a posé quelques questions :

Qu'attendiez-vous de cette formation ?

Mathieu Phalip (MP) : Je souhaitais participer à cette formation afin de perfectionner ma pratique d'accompagnement au quotidien et pouvoir répondre aux salariées victimes de violences. J'avais également différents questionnements sur ce sujet : mieux connaître les violences dont sont victimes les femmes et les hommes, connaître ce qu'est la violence (l'emprise, les coups, la dévalorisation, les menaces), les différents types de violence (financière, psychologique et physique), en saisir les mécanismes, et comprendre pourquoi les femmes restent dans le foyer conjugal, retirent leurs plaintes, ou quand elles se séparent, se remettent avec leur conjoint. Je souhaitais également pouvoir déceler une victime, connaître les signes...

Qu'en avez-vous retenu ?

MP : C'est une formation très riche, sur deux journées, mais à mon sens, cela n'est pas suffisant. Elle devrait être obligatoire dans l'accompagnement des personnes afin de pouvoir aisément faire face aux situations et répondre concrètement aux questionnements des victimes de violences. Pour elles, c'est une démarche loin d'être facile, il faut instaurer un sas de sécurité et un climat de confiance est primordial. J'ai également mesuré la difficulté pour une victime de mettre en place les actions nécessaires pour se défaire de l'emprise d'un bourreau.

Aujourd'hui, comment la formation a-t-elle fait évoluer vos pratiques ?

MP : Dans l'accompagnement, le plus important est de faire comprendre à la personne que l'on est à l'écoute, adopter une posture bienveillante et surtout lui montrer qu'il existe des solutions pour elle, comme l'orientation vers le CIDFF, par exemple.

En tant qu'homme, échanger à ce sujet avec une femme victime n'est pas un souci. Grâce à la formation, c'est un sujet que j'aborde librement, que je n'appréhende pas. Je suis désormais plus attentif au sous-entendu de certaines phrases (signaux qui peuvent alerter) exprimées lors des entretiens avec les salariés de notre structure.

Nous étions quatre collègues à avoir participé à la formation. Par la suite, nous avons rencontré le CIDFF de notre ville, renforcé l'affichage des numéros d'urgence en cas de violence et échangé avec nos collègues sur le sujet.

AGIR DANS LA SPHÈRE PROFESSIONNELLE EN SENSIBILISANT GOUVERNANCES, DIRECTIONS ET SALARIÉS

L'autre enjeu du projet était de sensibiliser les directions et gouvernances des SIAE. A cette fin, une journée régionale d'informations et d'échanges a été organisée à Caen le 29 septembre 2021. Etaient conviés à participer à l'évènement : les représentants bénévoles et salariés des SIAE, ayant ou non suivi la formation, les acteurs de l'emploi et de la formation en Normandie, les réseaux et fédérations du social et du médico-social et toute entreprise intéressée par ces travaux.

Son organisation poursuivait un double objectif : informer sur les violences conjugales (statistiques régionales, formes de violence, phénomène d'emprise...) et questionner les leviers d'action possibles, autres que la sensibilisation et la formation, au sein des SIAE, mais aussi au sein d'autres environnements de travail.

Les représentants des SIAE, venus en nombre, ont ainsi pu réfléchir en atelier à des pistes d'actions, telles que la définition d'une stratégie de prévention des violences conjugales, voire des violences dans un sens plus large, pouvant recouvrir plusieurs types d'action (désignation d'une personne référente en capacité de recueillir la parole des personnes victimes, création d'espaces d'écoute, mise en place d'ateliers...)



Les partenaires présents à cette journée ont également réfléchi à des actions à envisager sur ce sujet des violences conjugales. A titre d'exemples, citons :

- le déploiement auprès d'autres structures d'un module de formation comme celui initié par le réseau Chantier école Normandie
- l'intégration d'un tel module au programme des formations qualifiantes des personnels de l'aide et de l'accompagnement au sens large (conseiller en insertion professionnelle, technicien de l'intervention sociale et familiale, animateur socio-culturel, éducateur spécialisé...)
- la mise en place d'une stratégie de prévention reposant sur certains documents d'entreprise tels que le livret d'accueil, le document unique d'évaluation des risques professionnels...
- enfin, à l'image de la Caisse d'Epargne Normandie, la nomination d'une personne référente en interne pour sensibiliser les salariés sur les sujets de la violence conjugale, des violences sexistes et sexuelles au travail ou encore sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

STOP VIOLENCES CONJUGALES NORMANDIE

VOUS ÊTES PROFESSIONNEL ET VOUS SOUHAITEZ POUVOIR MIEUX ACCOMPAGNER LES VICTIMES DE VIOLENCES CONJUGALES ?

Connectez-vous au site internet
 STOP VIOLENCES CONJUGALES NORMANDIE

Pour accéder à l'application et recevoir vos identifiants de connexion, adressez votre demande à :
stop.violences.conjugales.normandie@or2s.fr

Le site, réservé aux professionnels, donne accès à :

- la cartographie de toutes les ressources sur un territoire donné : conseil juridique, dépôt de plainte, accompagnement psychologique, hébergement, santé sexuelle...
- un espace documentaire,
- des supports de communication.



UN COMITÉ DE LIAISON POUR UNE SYNERGIE DES PROJETS ET DES RESSOURCES

Grâce à cette expérimentation conduite avec les acteurs de l'IAE des réponses ont pu être apportées aux besoins de formation et d'outillage exprimés par les professionnels de l'encadrement et de l'accompagnement.

Les outils qui ont été créés (guide et cartographie) sont aujourd'hui largement diffusés auprès des acteurs de l'inclusion et au-delà à tout acteur régional souhaitant s'engager sur cette problématique des violences conjugales.

Plus largement, les échanges avec les différents partenaires associatifs, économiques, de l'emploi formation – notamment lors de la journée du 29 septembre – ont pu confirmer l'intérêt d'une telle action et son caractère « essaimable » pour tout employeur souhaitant agir pour la prévention des violences conjugales et l'aide aux victimes.

Le réseau Chantier école Normandie a ainsi été invité à participer au premier comité de liaison « Violences de genre et entreprises » animé par la DRDFE.

Cette mise en lien des acteurs mobilisés contre les violences conjugales est essentielle et permet la mise en synergie des projets et des ressources. Ainsi Chantier école s'est rapproché de la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS) Normandie et de l'organisation professionnelle Nexem pour organiser au second semestre 2022 des rencontres inter-structures à l'échelle départementale visant à mieux articuler les acteurs dans l'accompagnement des victimes et des auteurs de violences.

Valérie Leroy (Carif-Oref de Normandie)
Marie Desse-Baude (Chantier école Normandie)

Contact :
Marie Desse-Baude
Déléguée régionale
Chantier école Normandie
tél. 02 50 53 81 23 / 06 78 81 33 61
m.desse-baude@chantierecole.org

Document à télécharger :

Le livret « Prévenir les violences faites aux femmes : repérer, orienter et accompagner les victimes »

Info Jeunes Normandie, explorons les possibles !



Le réseau Info Jeunes accompagne chaque année plus de trois millions de jeunes vers l'autonomie en les informant sur tous les sujets qui les préoccupent à toutes les étapes de leurs parcours : se former, travailler, accéder aux droits, partir à l'étranger, s'engager, se loger, vivre au quotidien.... Cette mission d'intérêt général se décline au niveau régional et local avec des professionnels qui se mobilisent pour répondre aux demandes d'information des jeunes. Le réseau normand, fraîchement rebaptisé « Info Jeunes Normandie » mène de nombreuses actions.

Explorons trois d'entre elles autour de trois questions chacune : le guide normand du jeune locataire « A chacun son igloo », « Mobil'Infos Eure » et le dernier en date, le « Mentorat IJ Normandie ».



« A CHACUN SON IGLOO », LE GUIDE DE RÉFÉRENCE POUR TROUVER SON PREMIER LOGEMENT

Tous les deux ans, Info Jeunes Normandie publie le guide « A chacun son igloo : le guide du jeune locataire ». Cet outil propose des infos pratiques et tous les conseils pour accompagner les jeunes dans leur recherche de logement. Il a été conçu pour les aider à chaque étape, du début du projet à la sortie du logement : le budget, les aides financières, les offres, les modes de logement, l'installation, les réparations ...



Trois questions à ...

Evelyne Jaunault,
documentaliste / informatrice
à Info Jeunes Normandie

Quelle est l'origine et quel est l'objectif du guide ?

Ce guide a été créé en 2014 à l'initiative du Centre Régional Information Jeunesse (CRIJ) Haute-Normandie. Il vient compléter le panel de services proposé par Info Jeunes Normandie (les offres de particulier à particulier, les « cafés logement », les dossiers en ligne ...) avec toutes les informations et conseils pratiques pour accompagner les jeunes dans leur recherche de logement.



Comment le guide est-il réalisé et diffusé ?

Sa réalisation est pilotée par Info Jeunes Normandie mais il est construit avec un groupe de travail collaboratif (GTC logement) constitué de tous les partenaires (à retrouver page 58 du guide), c'est-à-dire des professionnels normands du logement qui notamment valident le contenu.

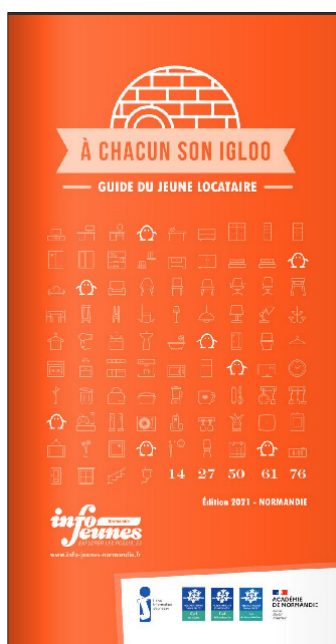
Tout d'abord, il est présenté aux partenaires et à tous ceux qui ont collaboré à sa réalisation, à l'occasion de « matinales » telles qu'il y en a eu à Rouen, Évreux (Caf 27) et auprès de la Caf de la Manche (en visio-conférence) lors du lancement de la dernière édition (septembre 2021). Il est également mis en ligne sur le site www.info-jeunes-normandie.fr (feuilletable avec l'outil Calaméo) et envoyé au réseau normand Info Jeunes (soit une cinquantaine de Structures Info Jeunes - SIJ). De nombreux organismes de la région accueillant le public jeune en insertion (Missions locales, Cap emploi, Pôle emploi, Résidences Habitat Jeunes...) en sont aussi dépositaires ou peuvent en commander.

Parlez-nous de la dernière édition...

La quatrième édition est parue l'année dernière en septembre. Pour la première fois, elle propose des infos à l'échelle de toute la Normandie. Riche de 60 pages, elle a été imprimée à 20 000 exemplaires.

Cette édition est à marquer d'une pierre blanche pour deux raisons : sa portée régionale mais aussi l'évolution sur le plan rédactionnel avec un vocabulaire « qui parle » aux jeunes. Il est ainsi beaucoup plus attrayant et accessible pour eux. Le guide s'appuie notamment sur le travail mené par une stagiaire en master Info Com, Justine, qui s'est inspirée de sa propre expérience en matière de recherche de logement.

Le Guide logement 2021 « A chacun son igloo »



MOBIL'INFOS EURE, L'INFORMATION AU PLUS PRÈS DES JEUNES EUROIS

Le Mobil'Infos Eure est un service itinérant d'Info Jeunes Normandie, sur les routes du département de l'Eure depuis 2013. Il propose des interventions d'éducation à l'image, aux médias et à la citoyenneté.

Trois questions à ...

Ludovic Legrand,
informateur Jeunesse - Mobil'Infos Eure



Qu'est-ce que le Mobil' Infos Eure ?

Le Mobil'Infos Eure est un outil « ressource » de proximité au service des acteurs de l'information jeunesse de l'ensemble du département de l'Eure et particulièrement des zones rurales où cette information n'est pas présente. Il leur apporte notamment un soutien méthodologique et un appui technique pour mettre en œuvre des actions en direction des 11-25 ans.

L'objectif est d'encourager l'animation autour des thématiques qui préoccupent les jeunes : orientation, formation, jobs, éducation à l'information et aux médias, découverte de son environnement local et citoyenneté active, les mobilités locales et internationales. Mobil'Infos Eure favorise ainsi l'évolution des compétences professionnelles et les connaissances de ces acteurs. Et il prend appui sur les membres du réseau Info Jeunes et de ses partenaires.

Mobil'Infos Eure est une action mise en place à l'initiative du Département de l'Eure suite à l'appel à projets Jeunesse lancé par la collectivité.





Qui fait appel aux services de Mobil' Infos Eure ?

Tout d'abord les établissements scolaires, en particulier les collèges, sollicitent le service. Ce sont aussi les structures associatives municipales ou intercommunales agissant en direction de la jeunesse, par exemple les Maisons des Jeunes et de la Culture (MJC). Il s'agit également des acteurs de l'emploi et de l'insertion des jeunes : Mission locale, centre Epide... ou encore des collectivités territoriales elles-mêmes (Département, interco, villes, villages...). Enfin, Mobil' Infos Eure intervient auprès des 13 Structures Info Jeunes (SIJ) de l'Eure.

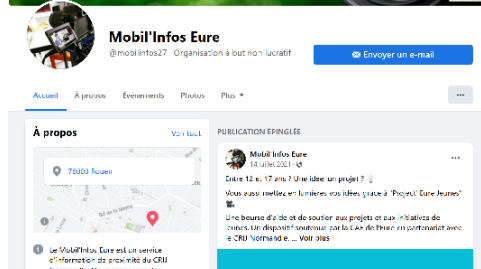
En pratique, comment se déroule l'opération ?

Ludovic Legrand, animateur informateur jeunesse intervient lui-même auprès des partenaires qui le contactent pour participer à une manifestation, mettre en place un atelier sur une thématique particulière ou demander une assistance technique sur leur territoire.

En 2021, Mobil Infos Eure a réalisé une trentaine d'interventions, aux quatre coins du département, et sur des axes de projet très variés :

- soutien à des actions relatives aux jobs et à l'insertion des jeunes
- déploiement d'une offre d'actions éducatives autour de la citoyenneté, le numérique, l'internationale ou la laïcité
- accompagnement et valorisation des initiatives de jeunes Eurois
- organisation de l'évènement Rencontre Jeunes en Images « Ma ville, mon village dans tous ses états »
- expérimentation de la mise en place de dialogues citoyens avec des jeunes à l'échelle départementale.

La page Facebook du dispositif :
<https://www.facebook.com/mobilinfos27/>



LE « MENTORAT IJ NORMANDIE », QUAND LES JEUNES TRANSMETTENT AUX JEUNES

Pour assurer le déploiement du mentorat, à travers le dispositif « 1 jeune, 1 mentor », le ministère du Travail a lancé deux appels à projets en 2021 ; avec pour objectif de passer de 30 000 à 100 000 mentors fin 2021 et à 200 000 en 2022. La moitié des structures régionales du réseau Info Jeunes a répondu à cet appel à projets avec la volonté d'apporter à un plus grand nombre possible de jeunes et notamment ceux en demande d'accompagnement, l'opportunité de bénéficier d'actions de mentorat.



Trois questions à ...

Evelyn Jaunault,
 chargée de mission
 Mentorat IJ au sein d'Info Jeunes
 Normandie

Comment se met en place ce mentorat en Normandie ?

Porté par Info Jeunes France au niveau national, le dispositif a été lancé en janvier 2022 sur la région. Info Jeunes Normandie en assure son développement et coordonne sa mise en œuvre sur le territoire. L'idée du Mentorat IJ est de faire prendre conscience à des jeunes que l'expérience de leur parcours peut faire avancer quelqu'un d'autre. Et un jeune qui parle à un autre jeune c'est plus efficace...

Sur le schéma de ce qui se fait depuis quelques années avec l'action « Lumière des Cités » (accompagnement de lauréats par des référents bénévoles), le Mentorat IJ est principalement un accompagnement de type « pair à pair »... Près d'une vingtaine de mentors a déjà été repérée et deux jeunes mentorés sont aujourd'hui accompagnés.

L'association travaille actuellement sur la création d'outils et sur les aspects techniques. La communication sur le site est en cours de développement... Une mise en œuvre qui se précise en Normandie !



Quel est le profil du mentor IJ et du mentoré IJ ?

Le Mentorat IJ est une action bénévole accessible à des personnes de statut divers (apprentis, en activité, demandeurs d'emploi, étudiants, lycéens, sans statut...) et sans limite d'âge. Le mentor IJ a pour rôle de témoigner et de partager son expérience, d'accompagner, de rassurer. Il peut suivre deux jeunes mentorés.

Quant au mentoré IJ, il doit avoir entre 11 et 30 ans, peu importe son statut. Le Mentorat IJ doit se dérouler sur une période de douze heures minimum et six mois maximum.

Et en pratique, quelles sont les modalités de mise en œuvre d'un Mentorat IJ ?

Le mentor IJ et le mentoré IJ doivent signer une charte d'engagement : un « mini-contrat » qui liste leurs obligations et les modalités qui leur conviennent.

Afin de faciliter les échanges des binômes, Info Jeunes Normandie leur propose des conditions de rencontres : lieux, périodicité... La première et la dernière rencontre ont lieu dans les locaux de la structure régionale, pour le lancement et le bilan de l'action.

Le « Mentorat IJ Normandie » est le grand défi 2022 et l'une des illustrations de la volonté du réseau Info Jeunes Normandie de répondre toujours mieux aux besoins des jeunes... À suivre !

*Propos recueillis par Sylvie Laillier
(Carif-Oref de Normandie)*



Réduire la fracture numérique : le rôle-clé de la médiation



Depuis 1998, les pouvoirs publics ont élaboré plusieurs programmes ou plans dans l'objectif de développer l'administration électronique. Le dernier en date : le « programme Action publique 2022 », lancé par le Gouvernement en octobre 2017, reprend pour priorité la transformation numérique des administrations. Objectif : dématérialiser les 250 démarches administratives les plus utilisées par les Français d'ici mai 2022. Néanmoins le numérique fait apparaître de nouvelles inégalités, entre ceux qui disposent et maîtrisent cette technologie et ceux qui en sont exclus. Qui sont les personnes victimes d'illectronisme ? Combien sont-elles ? Quels sont les moyens et services mis en place pour lutter contre la fracture numérique, sur le plan national et en Normandie ? Eclairage dans cet article, qui propose également un entretien avec une conseillère numérique de France services.

17 % DE FRANÇAIS EN SITUATION D'ILLECTRONISME

Selon l'Insee*, neuf français sur dix disposent d'un appareil permettant de se connecter à Internet. Pourtant, 17 % d'individus peinent encore à s'en servir. On dit d'eux qu'ils sont victimes d'illectronisme,



contraction d'illettrisme et d'électronique, terme utilisé pour désigner la difficulté à utiliser Internet dans la vie de tous les jours et de façon autonome.

A l'heure où l'utilisation des services en ligne fait partie des gestes courants de la vie quotidienne, plusieurs rapports, publiés récemment, ont souligné cette non-maîtrise des usages numériques par les personnes, une compétence qui figure parmi les compétences de base, à côté des compétences comme lire, écrire et compter.

Dans un rapport du Sénat (septembre 2020)*, il est indiqué que quatorze millions de Français ne maîtrisent pas le numérique et que près d'un Français sur deux n'est pas à l'aise avec le numérique. Plus récemment, le baromètre du numérique 2021 du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Crédoc)* montre qu'il existe des freins persistants à la pleine utilisation du numérique, malgré la démultiplication de ses usages durant la crise sanitaire. Enfin, dans son dernier rapport d'activité publié en mars 2021*, la Défenseure des droits considère que si la numérisation facilite les démarches pour certains, elle est devenue un obstacle à l'accès aux droits pour d'autres.

**Références citées dans cette partie
(dans l'ordre d'apparition) :*

*Une personne sur six n'utilise pas Internet, plus d'un usager sur trois manque de compétences numériques de base
(Insee Première n°1780, octobre 2019)*

Rapport d'information au nom de la mission d'information sur la lutte contre l'illectronisme et pour l'inclusion numérique (Sénat, septembre 2020)

Baromètre du numérique 2021 (Credoc, juillet 2021)

Le Défenseur des droits : rapport annuel d'activité 2020 (mars 2021)



Un guide de bonnes pratiques pour l'inclusion numérique des personnes réfugiées, destiné à tous les acteurs de la médiation numérique a été réalisé en collaboration avec la Direction de l'intégration et de l'accès à la nationalité (Dian) du ministère de l'Intérieur et la MedNum, la coopérative nationale des acteurs de la médiation numérique, en lien avec l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT).

[L'information sur le site de la Délégation interministérielle à l'accueil et à l'intégration des réfugiés](#)



Toutes les catégories de population sont touchées par l'illectronisme, avec toutefois une prévalence de seniors qui représentent 44 % des personnes victimes d'illectronisme. La jeune génération n'est pas épargnée bien qu'elle ait grandi avec la révolution des écrans. Elle peut, en effet, rencontrer certaines difficultés dans la compréhension d'un vocabulaire administratif technique. Les personnes en grande précarité, étrangères ou réfugiées se trouvent également très souvent en situation d'illectronisme.

Les écrans sont partout, exigent qu'on lise, qu'on écrive, ne serait-ce que quelques mots. Mais ils ne sont pas à la portée de tous, notamment de ceux qui souffrent d'illettrisme. Pour les 2,5 millions de personnes qui ne maîtrisent pas la lecture, l'écriture, le calcul, chaque écran est une barrière qui isole progressivement.

Lutter contre l'illectronisme, c'est aussi s'engager pour que chacun maîtrise pleinement et solidement la lecture, l'écriture, le calcul. Le recours au numérique offre par ailleurs de grandes opportunités pour accélérer le recul de l'illettrisme. Il est en effet possible de faire du numérique un allié, un levier puissant qui crée de la motivation pour réapprendre à tout âge.

LA STRATÉGIE NATIONALE POUR UN NUMÉRIQUE INCLUSIF

Pour accompagner les Français dans leurs usages numériques, les gouvernements successifs ont pris diverses mesures. La dernière en date, la stratégie nationale pour un numérique inclusif, vise à ce que chacun puisse être formé ou accompagné dans ses usages numériques. L'objectif étant de détecter les publics les plus éloignés du numérique et de les rendre autonomes.

Avec le plan « France Relance », 250 millions d'euros sont consacrés à l'inclusion numérique, pour le financement de trois mesures principales :

- La formation et le financement de l'activité de 4 000 conseillers numériques France service (*voir plus loin*) pour déployer des ateliers et des formations numériques, afin de répondre au manque de médiateurs numériques dans les territoires. Ces conseillers sont progressivement déployés dans des structures publiques (mairies, centres sociaux, maisons France Services, médiathèques...) ou privées (entreprises de l'économie sociale et solidaire, associations...) -> 200 millions d'euros
- La conception et le déploiement de kits d'inclusion numérique pour toutes les structures de proximité (mairies, bibliothèques, centres sociaux, tiers lieux, associations caritatives) -> 40 millions d'euros



- La généralisation du service public numérique « Aidants connect » et la montée en compétence numérique des aidants professionnels, en première ligne de l'inclusion numérique, qui réalisent des démarches administratives à la place d'un usager et ce, de façon sécurisée.
-> 10 millions d'euros

TROIS RÉSEAUX DÉDIÉS À LA MÉDIATION NUMÉRIQUE EN NORMANDIE

Les Espaces France services, en cours de déploiement sur le territoire normand

Ils ont pour objectifs de permettre à chaque citoyen, quel que soit l'endroit où il vit, d'accéder aux services publics et d'être accueilli dans un lieu unique, par des personnes formées et disponibles, pour effectuer ses démarches du quotidien en lien avec des partenaires nationaux et locaux.

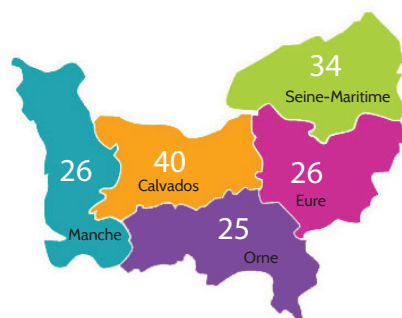


Chaque usager est accompagné en fonction de son niveau d'autonomie numérique et administrative. Il peut aussi être orienté vers des formations pour gagner en autonomie, financées grâce au Pass numérique, remis gratuitement au bénéficiaire. Au-delà des formalités administratives, les usagers ont également accès à des postes informatiques en libre-service.

Qu'est-ce que la médiation numérique ?

Selon la coopérative numérique (Med-Num), ce terme désigne « la mise en capacité de comprendre et de maîtriser les technologies numériques, leurs enjeux et leurs usages, c'est-à-dire développer la culture numérique de tous, pour pouvoir agir dans la société numérique ». Il s'agit de sensibiliser et de former les Français à ces nouveaux usages. La médiation numérique consiste ainsi en un accompagnement qualifié et de proximité des individus et des groupes (habitants, associations, entreprises, élèves, étudiants, parents, professionnels...), dans une logique d'éducation populaire et de formation tout au long de la vie.

Il existe 2 055 espaces labellisés France services en janvier 2022, repérables via une cartographie. Plus de 150 sont présents en Normandie, répartis sur les cinq départements :



Ces espaces, labellisés par l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), accueillent le public dans des lieux fixes mais quelques-uns ont une forme itinérante pour aller au plus près des usagers. Cinq bus sillonnent ainsi différents territoires normands :

- Bus 56 (Évreux)
- Bus France services Espace numérique 27 (Pont-Audemer)
- Bus France services Pimms Médiation Seine-Eure (Val-de-Reuil)
- Bus France services de Coutances Mer et Bocage (Manche)
- Bus France services Gouffern en Auge (Orne).

France services vous permet d'accéder facilement aux services publics :

Accueil,
information
et orientation



Accompagnement
dans vos démarches
administratives



Mise à disposition
d'outils informatiques
et aide à l'utilisation
des services numériques



La fiche « Espaces
France services » sur le
site Mesures et Dispo-
sitifs

CONSEILLER(ÈRE) / MÉDIATEUR(TRICE) NUMÉRIQUE : UN MÉTIER EN PREMIÈRE LIGNE

Le rôle du conseiller numérique est d'accompagner les usagers en difficulté pour utiliser Internet dans leurs activités quotidiennes. Il propose des ateliers d'initiation au numérique ouverts à tous, des accompagnements individualisés et des permanences dans des lieux proches de la population. Le conseiller numérique travaille pour le compte de collectivités, d'associations ou d'entreprises sociales et solidaires. Et, en fonction de son employeur, il peut être amené à se spécialiser sur un type d'accompagnement ou au contraire à être polyvalent... Une posture souvent partagée entre celle de formateur et de travailleur social !



Le Mag a rencontré Elyse Olivier, conseillère numérique France Services, agent du Département du Calvados sur le territoire du Bessin. Nous lui avons posé quelques questions...

Depuis quand occupez-vous ce poste de conseillère numérique ?

Elyse Olivier (EO) : Je suis employée par le Département du Calvados depuis septembre 2021 au sein d'un réseau de 23 conseillers numériques répartis par secteur dans tout le département. Nous sommes trois conseillers numériques sur le secteur du Bessin – qui va à peu près d'Isigny-sur-Mer à Creully sur Seulles – et nous nous partageons le territoire de sorte à assurer une vraie continuité de services pour répondre au mieux aux attentes des usagers et des partenaires. Sur le secteur, nous sommes donc présents dans la majorité des Points Infos 14 (Isigny-sur-Mer, Le Molay-Littry, Trévières, Sainte-Marguerite-d'Elle, Port-en-Bessin, Creully sur Seulles, Tilly sur Seulles). Nous travaillons également avec le centre communal d'action sociale (CCAS) de Bayeux pour mettre en place des actions dans les espaces Saint-Jean et Argouges et au sein des locaux du CCAS. Enfin, nous organisons des journées ouvertes à la circonscription d'action sociale de Bayeux. Objectifs : être à proximité du public et le plus utile possible.

Quelles sont vos missions ?

EO : Nos missions sont larges. Principalement, nous faisons de l'initiation et de la sensibilisation aux outils du numérique. Nous partons du B-A-BA : allumer un ordinateur, un smartphone ou une tablette, utiliser un clavier, une souris, naviguer sur internet, installer des applications / des logiciels, gérer ses dossiers et ses fichiers, etc. de façon à ce que l'utilisateur devienne autonome. Nous avons aussi la mission de la sensibilisation, la protection des données, la sécurisation des mots de passe, des achats... Nos missions sont adaptées au public que nous rencontrons. Par exemple, nous pouvons intervenir au sein des collèges, pour des ateliers autour de l'utilisation des espaces numériques de travail (ENT), du cyber harcèlement, du temps passé sur les écrans, etc. Nous apportons aussi une solution en cas de blocage particulier, la connexion sur la boîte mail ou la lecture d'un QR code...

Tous les conseillers numériques ont des parcours différents, nous avons suivi une formation sur les compétences sociales et numériques lors de notre prise de poste.

Quel type de public fait appel à vos services ?

EO : Notre public est principalement composé de seniors. Mais le service est ouvert à tous et nous sommes prêts à intervenir pour répondre aux demandes de chacun, en élargissant les horaires ou en développant notre présence à d'autres structures par exemple.

Concrètement, comment cela se passe ? Quelles demandes vous adresse-t-on ?

EO : Lorsque nous rencontrons une nouvelle personne, nous nous renseignons sur ses besoins, ses attentes et surtout son usage du matériel numérique. Nous avons des demandes diverses : utilisation du clavier, de la souris, gestion des mails etc. Nous avons aussi des demandes plus poussées, pour des initiations sur du traitement de texte, sur les tableurs, les sites internet ou autre. Nous nous centrons beaucoup sur le quotidien des personnes. Par exemple, si un usager nous parle de sa passion du jardinage, nous allons l'aiguiller en lui montrant des choses en lien avec son hobby. Notre but est aussi de montrer au public que le numérique n'est pas que pratique, mais il est aussi ludique.

Rencontrez-vous des difficultés dans votre mission ?

EO : Pas particulièrement. Les usagers comprennent assez facilement l'intérêt du service que nous leur proposons et ils nous font confiance. Nous avons un peu plus de mal à communiquer sur notre présence, mais cela se fait petit à petit.

Qu'appréciez-vous le plus dans vos fonctions ?

EO : J'apprécie énormément le contact avec le public. Il y a des usagers qui nous font entièrement confiance, et c'est tellement gratifiant de les voir devenir autonome petit à petit. Pour certain, un blocage sur leur smartphone est une catastrophe, et j'apprécie beaucoup le fait de pouvoir être là pour les aider.

Des évolutions prochaines, des projets ?

EO : Aujourd'hui, nous élargissons notre champ d'action : au début de notre activité, nous étions presque exclusivement sur un système de permanence sur rendez-vous. Désormais, nous organisons de l'accueil sans rendez-vous, au CCAS ou à la circonscription d'action sociale de Bayeux par exemple. Nous sommes aussi en train de travailler sur la mise en place d'ateliers collectifs. Nous essayons de répondre au mieux aux besoins des personnes en nous adaptant aux demandes et aux périodes de l'année, notamment pour les publics scolaires.

Voir l'article « Des conseillers numériques à votre service dans tout le Calvados » sur le site du Département (28 mars 2022)

Une région bien connectée avec 152 Espaces publics numériques Normandie (EPN)

Labellisés par la Région Normandie, les EPN visent à accélérer la diffusion de la culture numérique en Normandie, encourager l'innovation et favoriser l'accès et l'accompagnement aux usages numériques. Ce sont des lieux ouverts à tout public, dotés d'un équipement informatique complet et animés par un médiateur numérique qualifié qui accompagne les usagers dans l'utilisation du numérique (initiation à internet, photos, vidéos, tablettes, impression 3D...). On peut aussi y venir avec son propre matériel simplement pour bénéficier de la connexion Internet.



La fiche « Espaces publics numériques » sur le site Mesures et Dispositifs



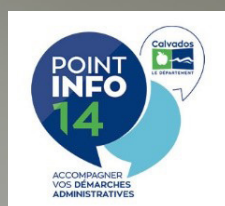
Le Calvados précurseur de la médiation numérique avec les Points info 14

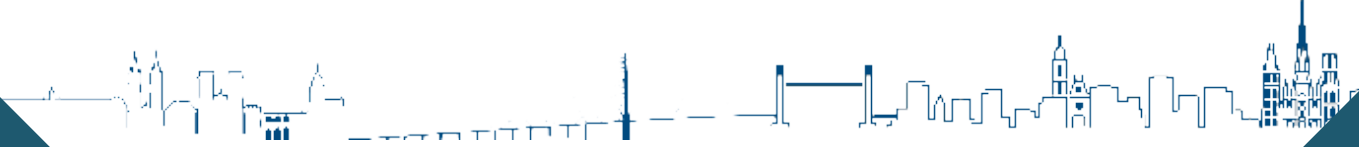
Le Département du Calvados a mis en place, dès l'année 2000, les Points info 14 pour notamment aider les Calvadosiens dans leurs démarches en ligne. La politique nationale rejoignant cette initiative avec la mise en place du programme France services, les 43 Points info 14 sont progressivement labellisés Espaces France services.

Le Département, toujours dans cette volonté d'améliorer l'accès des Calvadosiens au numérique, a répondu à l'appel à manifestation d'intérêt « conseillers numériques », lancé par l'État fin 2020 et vient de mettre en place un réseau départemental d'inclusion numérique : « *Numérique ensemble* ». Ainsi, depuis septembre 2021, 23 conseillers numériques (voir notre entretien avec Elyse Olivier) initient gratuitement les personnes qui le souhaitent au numérique et à ses usages, en rendez-vous individuels ou dans le cadre d'ateliers au sein des Points info 14, des médiathèques, des circonscriptions d'action sociale ou encore des Espaces publics numériques.

La fiche « Points info 14 » sur le site Mesures et Dispositifs

Sylvie Laillier (Carif-Oref de Normandie)
Aïcha Talbi (Carif-oref de Normandie)





Bloc notes

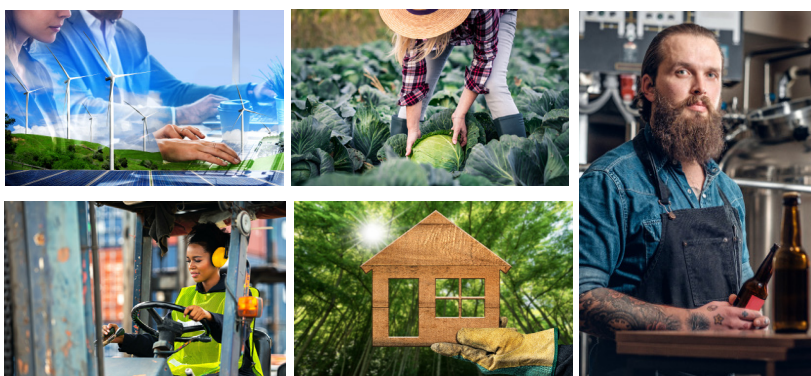


RÉSEAU DES CARIF-OREF (RCO) : UN PARTENARIAT AVEC L'ONEMEV

Afin de répondre aux enjeux du plan d'investissement dans les compétences (Pic), du pacte productif pour le plein emploi, des propositions de la convention citoyenne pour le climat et du plan de relance, et après avoir été retenu par la Direction générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP), le RCO approfondit en partenariat avec l'Observatoire national des emplois et des métiers de l'économie verte (Onemev), la connaissance de l'emploi et des formations verts et verdissants.

En s'appuyant sur les préconisations du séminaire « Emploi et transition écologique : quelles méthodes, quelles sources, quelles données pour approcher le niveau territorial ? » organisé en novembre 2018 par l'Onemev, le RCO déploie une nouvelle méthodologie s'appuyant sur l'observation d'expérimentations et de transformations locales.

En parallèle de ces expérimentations, qui seront fondamentales à l'échelle locale pour permettre aux acteurs d'être mieux outillés dans leur prise de décision, le RCO et l'Onemev organiseront également une consolidation des informations au niveau national, notamment via une nouvelle nomenclature permettant de caractériser l'emploi mais aussi les formations dispensées sur le territoire.



Fanny Decaux, chargée d'études du RCO, hébergée au Carif-Oref de Normandie

Depuis février 2022, Fanny Decaux, chargée d'études du Réseau des Carif-Oref (RCO), travaille en lien étroit avec la mission Observatoire du Carif-Oref de Normandie. Les services de l'Etat au niveau national et l'Observatoire national des emplois et des métiers de l'économie verte ont confié au RCO une mission d'étude sur le sujet des transitions écologiques (*voir ci-contre*). Cette mission est conduite à titre expérimental dans trois régions dont la Normandie et se veut complémentaire aux démarches engagées au niveau national à une plus grande échelle. Son objectif est de parvenir à une meilleure connaissance et une meilleure identification des métiers / secteurs susceptibles de concourir réellement à la transition écologique sur notre territoire.

En Normandie, la lecture de rapports d'études, la visionnage de conférences et les échanges avec divers acteurs du territoire ont permis d'identifier les caractéristiques de l'activité économique territoriale et ainsi de mettre en évidence cinq secteurs stratégiques : l'énergie, l'agriculture, la logistique, la construction et l'artisanat. Les représentants (Opco et branches professionnelles) de ces secteurs ont été contactés et une série d'entretiens se sont tenus au cours du mois d'avril.

PROFESSIONNALISATION : PROGRAMME 2022 ET AUTRES OUTILS

Tour d'horizon des différents outils portés par le pôle Professionnalisation du Carif-Oref de Normandie : programme des actions 2022, animation de communautés numériques, centre de ressources illettrisme (CRI), boîtes à outils, veille et ressources documentaires.

Le programme de professionnalisation pour accompagner les politiques publiques

Mis en place à l'initiative de la Région Normandie et de l'Etat, avec le soutien de l'Agefiph et l'ensemble des partenaires, le programme de professionnalisation, au service des politiques publiques, est destiné à répondre aux besoins partagés des acteurs régionaux. Il a vocation à renforcer leurs pratiques professionnelles et contribue au développement des compétences collectives et du travail en réseau.

Il est décliné en six axes :

- **Axe 1 :**
Comprendre l'environnement emploi formation orientation en mutation constante
- **Axe 2 :**
Orienter et accompagner les personnes pour sécuriser les parcours
- **Axe 3 :**
Pratiques pédagogiques
- **Axe 4 :**
Culture numérique dans les pratiques professionnelles
- **Axe 5 :**
Prise en compte du handicap
- **Axe 6 :**
Les rendez-vous du Carif-Oref

Deux nouvelles arrivées au sein du pôle Professionnalisation



Depuis le 1^{er} février, Louange Bassoumba a rejoint l'équipe de la mission Professionnalisation du Carif-Oref. Sur le site de Caen, elle occupe le poste de chargée de projets numériques, en remplacement de Charlotte Nicolas, partie en octobre 2021.



Et une nouvelle fois, toujours sur le site de Caen, nous accueillons Bérangère Feron-Lelerre, recrutée pour six mois de mi-février à mi-août, en tant qu'assistante de cette mission.



Bloc-notes



Programme 2022 : 38 actions, 84 sessions

- 21 nouvelles actions et 17 adaptations ou reconductions par rapport à 2021
- Un financement exceptionnel dans le cadre du pacte régional d'investissement dans les compétences (Pric) et du handicap. En 2022, à ce jour, 18 actions réparties sur 42 sessions bénéficient d'un financement Pric, et 8 actions sur 26 sessions sur le handicap
- Des actions correspondant aux besoins partagés des structures régionales comme « Structurer sa pratique avec l'ADVP », « L'entretien d'explicitation » ou encore « L'entretien motivationnel »
- Une évolution continue du programme en cours d'année en fonction des taux de participation et de sollicitation de telle ou telle action.



Le programme 2022 et le bilan 2021

Contact :
Elisabeth Marmontel
Responsable
Pôle Professionnalisation et Animation
tél. 02 31 46 98 72
emarmontel@cariforefnormandie.fr

La professionnalisation, c'est aussi :

• L'animation de communautés :

⇒ « Investir dans les compétences en Normandie » sur le portail collaboratif « La Place », outil qui permet à tout acteur en lien avec une action du plan d'investissement dans les compétences (Pic) ou du Pric de s'informer sur les projets nationaux ou régionaux, mais aussi de communiquer sur ses événements, valoriser ses résultats, échanger sur des difficultés ou encore de mutualiser les bonnes pratiques

⇒ la communauté des référents handicap en Normandie (voir l'article au sommaire de ce numéro du Mag).

• Le centre de ressources illettrisme (CRI) qui propose des actions autour de la prévention, de la lutte contre l'illettrisme et du français langue étrangère (Fle) ainsi que des ressources pédagogiques et ludopédagogiques sur les savoirs de base.

• Les boîtes à outils pour accompagner les professionnels dans leur pratique :

⇒ « La formation multimodale pour les publics » propose des ressources pour outiller les conseillers en évolution professionnelle (CEP) dans la sensibilisation des publics à l'utilisation des modalités de formation à distance

⇒ « Qualiopi » pour informer sur la démarche Qualiopi

⇒ « Panorama des dispositifs pour les demandeurs d'emploi » pour visualiser les principales mesures emploi formation et leurs articulations.

• La veille :

⇒ Une veille dédiée à l'innovation et la transformation pédagogiques sur l'outil Scoop.it qui permet de s'informer au fil de l'eau, des évolutions, expériences et travaux de recherche sur une vingtaine de thématiques

⇒ Un site d'actualités PROfil d'info

⇒ Un fonds documentaire dédié à la pédagogie et à la multimodalité.

Bloc-notes

SCOOP.IT « COMPÉTENCES NUMÉRIQUES » : PRÈS DE 1 000 CONTENUS EN DEUX ANS

Il y a deux ans, le Carif-Oref de Normandie, en lien avec la stratégie numérique de la Région Normandie, déployait une veille spécifique sur le sujet de la transformation numérique dans les entreprises. Cette veille, mise en œuvre avec l'outil Scoop.it, rassemble aujourd'hui, pas loin de 1 000 contenus.

Le résultat de cette veille, enrichi quotidiennement, est accessible à tous. Grâce à un système de tags, qui peuvent être croisés, il est possible de cibler rapidement les informations sur des thématiques précises :

- **par grands secteurs** : Industries, Enseignement Formation Recherche, Commerce Distribution, Bâtiment Travaux Publics, Banque Finance Assurance, Automobile etc.
- **par thèmes** : Cybersécurité, Intelligence artificielle, Management, Industrie du futur...

A noter également :

- un tag « Emplois Recrutements Compétences » permet de retrouver rapidement tous les contenus liés à l'emploi, la pénurie de compétences dans le numérique, le recrutement dans ce domaine
- un autre, « Métiers du numérique », rassemble les contenus permettant de s'informer sur ces métiers
- enfin, tous les contenus liés à notre région sont facilement repérables avec le tag « Normandie ».

Tous les 15 jours, le mardi après-midi, une newsletter signalant les derniers contenus repérés est envoyée à près de 700 destinataires. Abonnez-vous !

La veille « Compétences numériques » du Carif-Oref de Normandie

Le formulaire pour s'abonner à la newsletter



Contact :

Valérie Leroy
Chargée de projets
Pôle Analyse et Aide à la décision
tél. 02 31 46 98 74
vleroy@cariforefnormandie.fr

VEILLE « PROSPECTIVE EMPLOI COMPÉTENCE » : LETTRE D'A, 1^{ER} NUMÉRO !

La lettre d'A est une nouvelle publication partagée entre le Carif-Oref de Normandie et Transitions Pro Normandie. Elle paraîtra deux à trois fois par an. Le premier numéro est consacré à l'automobile.

Cette production s'inscrit dans le processus de veille collaborative menée par les deux structures visant à apporter un regard prospectif sur les emplois et les compétences. Ce travail est décliné en trois axes : une veille accessible sur Scoop.it et diffusée via une newsletter mensuelle, des lettres d'analyse (nommées « lettre d'A ») et des webinaires thématiques.

La lettre d'A présente une compilation synthétisée et organisée de constats, réflexions et perspectives issus de publications « du moment ». Elle s'appuie sur les contenus du Scoop.it « Prospective emploi compétence » et sera suivie systématiquement d'un webinaire portant sur le même sujet, qui réunira des spécialistes du thème traité pour apporter leur expertise et témoignage et approfondir la réflexion.

Le premier numéro de la lettre d'A s'intéresse au secteur de l'automobile, secteur en profonde transformation avec le marché des véhicules électriques en forte croissance. Le webinaire correspondant se tiendra le 14 juin 2022.

Lettre d'A « Automobile » (n°1, mars 2022)

Scoop.it « Prospective emploi compétence »

S'inscrire pour recevoir la newsletter mensuelle Scoop.it (y compris la lettre d'A)

Contacts :

CARIF-OREF DE NORMANDIE
Valérie Leroy
Chargée de projets
Pôle Analyse et Aide à la décision
tél. 02 31 46 98 74
vleroy@cariforefnormandie.fr

Guillaume Folléa
Responsable
Pôle Analyse et Aide à la décision
tél. 02 32 18 37 22
gfollea@cariforefnormandie.fr

TRANSITIONS PRO NORMANDIE
Pascal Fernandez
Réfèrent parcours de formation
Chargé d'analyse des besoins,
des compétences et des qualifications
tél. 02 31 46 16 10
pfernandez@transitionspro-normandie.fr



GÉRALDINE CHAMBON, NOUVELLE CHARGÉE DE MISSION ANLCI EN NORMANDIE



Depuis le 1^{er} mars 2022, Géraldine Chambon occupe le poste de chargée de mission coordinatrice de l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI) en Normandie. Elle est hébergée sur le site de Rouen du Carif-Oref de Normandie.

Le ministère du Travail a souhaité que l'ANLCI amplifie et renforce ses missions. Cela s'est traduit par le recrutement de chargés de mission à temps complet dans chaque région. Leur action renforce la mise en œuvre, l'animation et la coordination des politiques publiques et partenariales en région.

Avec une expérience professionnelle de cinq années en tant que juriste et chargée de partenariats dans le monde de la recherche, dans le domaine médical puis universitaire, Géraldine Chambon a souhaité s'engager sur des sujets sociaux qui lui tiennent à cœur. A la faveur d'une expérience dans le secteur caritatif, elle a développé de nouvelles compétences et activé un réseau régional qui lui permettent aujourd'hui d'animer les partenariats en lien avec l'illettrisme.



Depuis que je sais lire, j'ai plus confiance en moi et les collègues le ressentent.

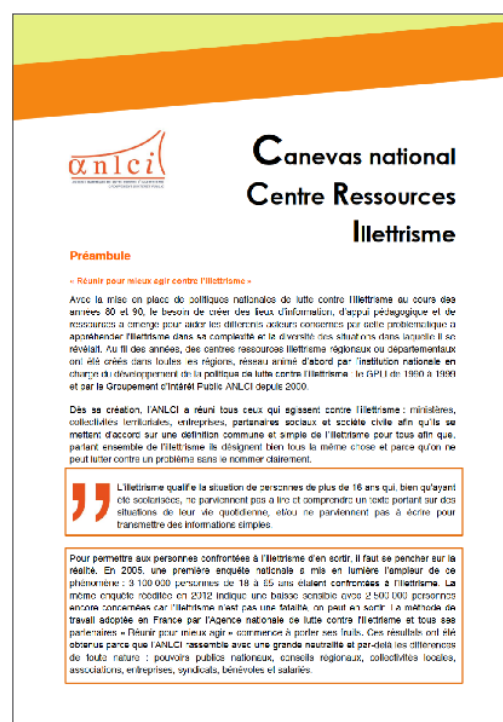
Lutter contre l'illettrisme au travail, on est tous concernés.



Depuis de nombreuses années, le Carif-Oref de Normandie, signataire du « Canevas national des centres de ressources illettrisme et analphabétisme (CRIA) » avec l'ANLCI, porte le Centre de ressources illettrisme (CRI) normand. Ses activités sont déclinées autour de quatre axes :

- Information pour tout public
- Animation et appui technique
- Capitalisation, production et diffusion des ressources documentaires et pédagogiques
- Observation de l'évolution des situations d'illettrisme

L'action de la nouvelle chargée de mission régionale ANLCI s'articulera avec ces missions, pour un objectif commun : la prévention et la lutte contre l'illettrisme.



Contact :
Géraldine Chambon
ANLCI
chargée de mission coordinatrice
tél. 06 60 19 63 21
geraldine.chambon@anlci.gouv.fr

OBSERVATOIRE DES RISQUES D'ILLETTRISME EN NORMANDIE : LES TRAVAUX SONT LANCÉS

Le Carif-Oref de Normandie met en place un Observatoire des risques d'illettrisme. Une première étude est en cours, dont les résultats devraient être dévoilés lors de la prochaine édition des Journées nationales d'action contre l'illettrisme (JNAI).

Selon le « Canevas national des Centres ressources illettrisme (CRI) », l'observation de l'évolution des situations d'illettrisme constitue l'une des quatre missions principales portées par les CRI.

Le CRI normand (intégré au Carif-Oref) a choisi de structurer cette mission en mettant en place un Observatoire des risques d'illettrisme, en lien avec le pôle Analyse et aide à la décision du Carif-Oref, via sa mission Observation. L'amorçage de cet observatoire et la définition de son contour ont été définis dans le plan régional de prévention et de lutte contre l'illettrisme (PRPLI) avec les membres du comité technique.

Une première étude présentera des chiffres clés sur l'illettrisme et permettra de repérer les populations en situation ou à risque, les difficultés en milieu scolaire et d'identifier les phénomènes de nature socio-économiques tels que les conditions de vie et d'emploi pour mesurer les risques d'illettrisme sur notre territoire.

Les travaux ont commencé en avril, la restitution de l'étude est prévue en septembre 2022 à l'occasion des Journées nationales d'action contre l'illettrisme (JNAI).

Contact :
Aïcha Talbi
Chargée de projets CRI
Pôle Analyse et Aide à la décision
tél. 02 32 18 49 30
atalbi@cariforefnormandie.fr

Malyka Déméautis
Chargée de projets Oref
Pôle Analyse et Aide à la décision
tél. 02 31 46 91 13
mdemeautis@cariforefnormandie.fr



DOC EN STOCK : NOUVEAU SITE



Lancée en 2017, la plateforme « Doc en stock » financée par la Direction de l'intégration et de l'accès à la nationalité (Dian), animée et alimentée par six Centres ressources illettrisme, a dévoilé sa nouvelle version fin 2021.

Ce projet à dimension nationale vise un accompagnement technique et pédagogique des intervenants (bénévoles et professionnels) auprès des personnes migrantes, réfugiées, primo-arrivantes, pour l'apprentissage et la progression en français.

De nombreux outils y sont disponibles :

- des webinaires mensuels, disponibles en replay
- des modules de professionnalisation en ligne
- des ressources documentaires et vidéos.

Une newsletter permet de s'informer des nouveautés du site.

[Rejoindre le site « Doc en stock »](#)

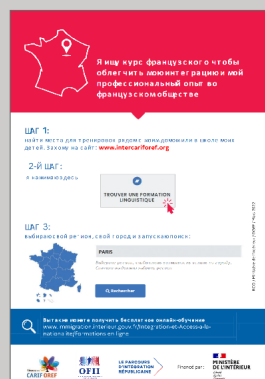
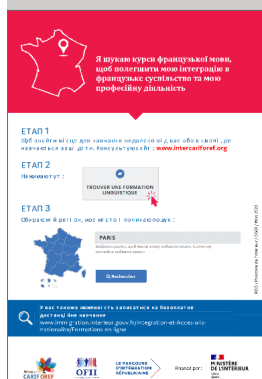
Contact :
Aïcha Talbi
Chargée de projets CRI
Pôle Analyse et Aide à la décision
tél. 02 32 18 49 30
atalbi@cariforefnormandie.fr

Le site Mesures et Dispositifs, porté par le Carif-Oref de Normandie, décrit sous forme de fiches les dispositifs en faveur de l'emploi et de la formation, ainsi que les aides aux parcours (aides pour se déplacer et se loger, et pour la garde d'enfants). Près d'une vingtaine concernent les immigrés et les réfugiés. Elles viennent d'être mises à jour.

Ces fiches décrivent les dispositifs, mesures et actions mis en place, pour permettre à ces publics de se former et de s'insérer professionnellement.

Le Réseau des Carif-Oref (RCO) et la Direction de l'intégration et de l'accès à la nationalité (Dian) du ministère de l'Intérieur proposent des versions traduites en ukrainien et en russe du flyer de présentation de la cartographie nationale de l'offre de formation linguistique, afin de faciliter la recherche par les réfugiés ukrainiens de formations au français.

Cartographie nationale de l'offre de formation linguistique
Les flyers de présentation en ukrainien et en russe



Pour apprendre le français :

- cartographie de l'offre de formation linguistique (voir ci-contre)
- parcours linguistiques vers les niveaux A1, A2 et B1
- ateliers sociolinguistiques (ASL)
- dispositif OEPRE (Ouvrir l'école aux parents pour la réussite des enfants)
- programme Savoirs Essentiels de la Région Normandie
- programme Hope, décliné dans le Calvados et la Seine-Maritime
- plateformes d'orientation vers la formation linguistique (Média Formation à Rouen, Education et Formation à Evreux)

Plus globalement, pour apporter une réponse concernant l'emploi, la formation ou l'hébergement des publics immigrés et réfugiés :

- actions VAE spécifiques (ministère du Travail, ministère de l'Education nationale) pour les primo-arrivants
- actions lauréates de l'appel à projets plan d'investissement dans les compétences - Pic « Insertion professionnelle des réfugiés » : Agir 14 Plus (Calvados), Pare 76 (Seine-Maritime), Stare 50 (Manche)
- plateforme FAIR de l'association Revivre à Colombelles.

Pour retrouver ces fiches, à partir de la page d'accueil du site, dans la recherche multicritère, sélectionner le public bénéficiaire « Immigrés, réfugiés ».

Rejoindre le site Mesures et Dispositifs emploi formation en Normandie

Contacts :

Valérie Leroy
Chargée de projets
Pôle Analyse et Aide à la décision
tél. 02 31 46 98 74
vleroy@cariforefnormandie.fr

Sylvie Laillier
Chargée d'information
Pôle Données et Systèmes d'information
tél. 02 31 95 03 27
slaillier@cariforefnormandie.fr

Liste des publics bénéficiaires	
☐	Agents de la fonction publique (mesures spécifiques)
☐	Apprentis (mesures spécifiques)
☐	Bénéficiaires des minima sociaux
☐	Demandeurs d'emploi
☒	Immigrés, réfugiés (mesures spécifiques)
☐	Intérimaires (mesures spécifiques)
☐	Jeunes en insertion
☐	Personnes en situation de handicap (mesures spécifiques)
☐	Salariés d'entreprise
☐	Seniors (mesures spécifiques)
Ok Fermer	

NOUVELLE INTERFACE DE SAISIE DES ENTRETIENS POUR LES PRC VAE NORMANDS

Depuis le 1^{er} avril 2022 les conseillers des Points relais conseil (PRC) VAE normands sont dotés d'un nouvel outil de saisie des entretiens conseil VAE. Plus ergonomique et intégrant de nouveaux champs de saisie, cette interface a pour ambition de faciliter le suivi des futurs candidats à la VAE par leur conseiller.



Le passage par un PRC permet aux personnes qui souhaitent débiter un parcours de VAE d'être conseillées sur le bien-fondé de leur démarche, orientées vers une ou plusieurs certifications accessibles par la VAE ou être dirigées vers un autre dispositif. Outre le premier entretien conseil, les entretiens de suivi ou le suivi particulier sont proposés par les PRC.

Depuis 2014, cette plateforme de saisie est mise à disposition des conseillers VAE et permet au Carif-Oref, par le biais de son Observatoire VAE, de disposer et de diffuser des données régionales fiables et homogènes sur le conseil VAE.

Contact :
Elise Dehays
Chargée de projets Oref
Pôle Analyse et Aide à la décision
tél. 02 35 73 99 02
edehtays@cariforefnormandie.fr

LES BESOINS EN COMPÉTENCES DES ORGANISMES DE FORMATION NORMANDS : RAPPORT FINAL

Une enquête menée début 2021, inscrite dans un accord de partenariat signé par la Région Normandie avec les acteurs représentatifs des entreprises de formation régionales (FFP, Urof, Sycfi*) a permis de relever les attentes et besoins du secteur, en particulier en matière numérique.

Le rapport d'étude permet de mieux connaître les éléments impactant l'activité des organismes de formation (contexte législatif, sanitaire, impact numérique, attentes des publics) et d'identifier les besoins en compétences dans sept groupes de métiers, afin d'accompagner la branche professionnelle sur l'adaptation des niveaux de qualification et de formation en lien avec les enjeux de demain.



Le rapport final et la synthèse sur le site du Carif-Oref
Notre zoom sur le sujet

* Fédération de la formation professionnelle, nouvellement nommée « Acteurs de la compétence » / Urof : Union régionale des organismes de formation / Sycfi : Syndicat des consultants formateurs indépendants.

Contact :
Hélène Rammant
Chargée de projets Oref
Pôle Analyse et Aide à la décision
tél. 02 31 46 91 15
hrammant@cariforefnormandie.fr

EGALITÉ FEMMES / HOMMES : LES CHIFFRES CLÉS 2022 EN NORMANDIE

La Direction régionale aux droits des femmes et à l'égalité (DRDFE) a confié au Carif-Oref de Normandie la mise en œuvre d'un observatoire de l'égalité professionnelle femmes / hommes. Un panorama annuel de la situation est réalisé qui présente les chiffres clés normands de la répartition femmes / hommes sur un ensemble de thématiques.

Pour décrire et comprendre les inégalités entre les femmes et les hommes, les statistiques par genre sont essentielles. Ces dernières sont souvent produites et publiées au niveau régional. Afin de rendre la situation régionale plus lisible, il est apparu indispensable de produire un état des lieux rassemblant un « bouquet » d'indicateurs dans différents domaines : population, emploi, marché du travail, formation et entrepreneuriat, violences faites aux femmes et accès aux droits.

L'entrepreneuriat par les femmes en Normandie



**PART DES FEMMES
CHEFFES D'ENTREPRISE
(ARTISANS, COMMERÇANTS ET CHEFS
D'ENTREPRISE DE 10 SALARIÉS OU PLUS)**



Source : Insee, RP 2018
exploitation au lieu de travail hors agriculture

**UN ÉCART DE SALAIRE
MOINDRE POUR LES OUVRIERS
MAIS PLUS MARQUÉ CHEZ LES CADRES**

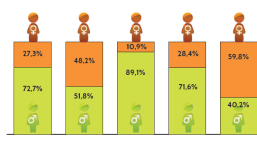
Salaires net horaire moyen selon la catégorie professionnelle



**PLUS D'UN QUART
DES FEMMES SONT
À TEMPS PARTIEL**



UN SECTEUR DES SERVICES TRÈS FÉMINISÉ



Contact :
Malyka Déméautis
Chargée de projets Oref
Pôle Analyse et Aide à la décision
tél. 02 31 46 91 13
mdemeautis@cariforefnormandie.fr



Cette publication permet aux acteurs et actrices œuvrant pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes en Normandie de disposer des toutes dernières données, afin de renforcer notamment les coopérations sur des constats partagés.

La crise sanitaire : les métiers-clés les plus exposés largement exercés par les femmes normandes



**QUELQUES CHIFFRES-CLÉS
DU PRINTEMPS 2020
(1^{ÈRE} VAGUE DU COVID-19)**

278 000 Normands ont exercé un des 35 métiers-clés (domaine de la santé, du commerce, de l'aide à la personne, du transport, de la propreté, ...)

167 000
femmes actives
soit 60 % de l'ensemble
des emplois-clés



26 %
des femmes en emploi
ont exercé un métier-clé
contre 17 % des hommes

Source : Insee, recensement de la population 2018
exploitation complémentaire

A noter : cette deuxième édition s'enrichit de nouveaux indicateurs sur la mobilité, la crise sanitaire, les bourses d'études ou bien encore la réussite aux examens.

L'étude « Vers l'égalité réelle entre les femmes et les hommes en Normandie : chiffres clés » (édition 2022)

Notre zoom présentant les principaux indicateurs sur le site PROfil d'info

LES AUTRES ETUDES REGIONALES

DREETS NORMANDIE

Le marché du travail au 4^e trimestre 2021

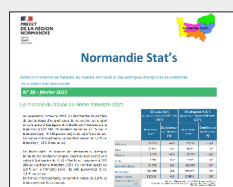
DREETS Normandie, Normandie Stat's n° 30, février 2022

[La publication sur le site de la DREETS Normandie](#)

La demande d'emploi au 4^e trimestre 2021

DREETS Normandie, janvier 2022

[Les documents sur le site de la DREETS Normandie](#)



INSEE NORMANDIE

Insee Analyses Normandie

Sur le pourtour de la Normandie, des territoires de frange ouverts aux influences extrarégionales

Insee, Insee Analyses Normandie, n° 101, mars 2022

[La publication sur le site de l'Insee](#)

6 500 salariés travaillent pour la filière aérospatiale en Normandie

Insee, Insee Analyses Normandie, n° 100, mars 2022

[La publication sur le site de l'Insee](#)

La pauvreté en Normandie : moins fréquente et moins intense qu'au niveau national

Insee, Insee Analyses Normandie, n° 99, février 2022

[La publication sur le site de l'Insee](#)

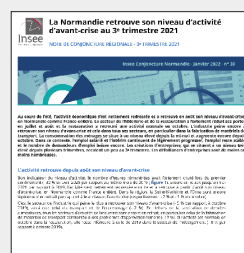


Insee Conjoncture Normandie

La Normandie retrouve son niveau d'activité d'avant-crise au 3^e trimestre 2021

Insee, Insee Conjoncture Normandie, n° 30, janvier 2022

[La publication sur le site de l'Insee](#)



Insee Flash Normandie

En Normandie, la parité progresse mais les femmes restent moins nombreuses aux fonctions de pouvoir

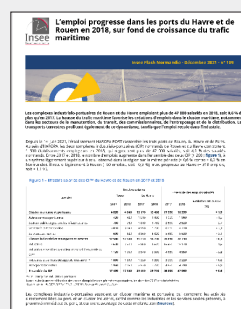
Insee, Insee Flash Normandie, n° 112, mars 2022

[La publication sur le site de l'Insee](#)

Stable en Normandie au 3^e trimestre 2021, le taux de chômage est en léger recul par rapport au niveau d'avant-crise dans la majorité des zones d'emploi normandes

Insee, Insee Flash Normandie, n° 111, janvier 2022

[La publication sur le site de l'Insee](#)



L'emploi progresse dans les ports du Havre et de Rouen en 2018, sur fond de croissance du trafic maritime

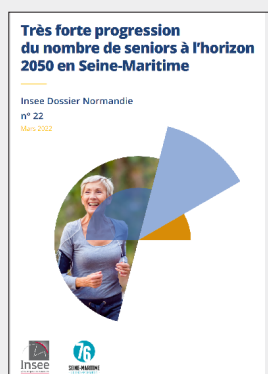
Insee, Insee Flash Normandie, n° 109, décembre 2021

[La publication sur le site de l'Insee](#)

Insee Dossier Normandie

Très forte progression du nombre de seniors à l'horizon 2050 en Seine-Maritime

Insee, Insee Dossier Normandie, n° 22, mars 2022
[La publication sur le site de l'Insee](#)



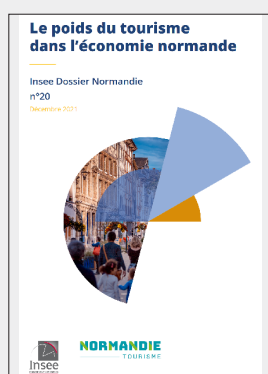
Panorama de la pauvreté en Normandie : une diversité de situations individuelles et territoriales

Insee, Insee Dossier Normandie, n° 21, février 2022
[La publication sur le site de l'Insee](#)



Le poids du tourisme dans l'économie normande

Insee, Insee Dossier Normandie, n° 20, décembre 2021
[La publication sur le site de l'Insee](#)



AUTRES ETUDES

Bac -3, bac +3, quel déroulement du continuum en Normandie ?

Ceser Normandie, mars 2022

[La publication sur le site du Ceser Normandie](#)

La reprise économique se poursuit, des craintes persistent dans le commerce et les cafés-hôtels-restaurants

CCI Normandie, Baromètre des affaires, n° 25, février 2022

[La publication sur le site de la CCI Normandie](#)

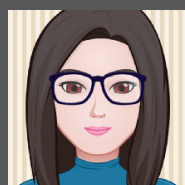
Attractivité des entreprises et emplois cadres en Normandie

Apec, Recrutement Prévisions et Processus, novembre 2021

[La publication sur le site de l'Apec](#)



***Vous souhaitez donner
votre avis sur le Mag emploi formation ?
Proposer un sujet d'article ?***



Contact :

Valérie Leroy
 Chargée de projets / coordination Mag
 tél. 02 31 46 98 74
vleroy@cariforefnormandie.fr

numéro

14

le **ma**is
emploi formation

Avril 2022

Retrouvez nous sur :

www.cariforefnormandie.fr

carif-oref
de normandie



PRÉFET
DE LA RÉGION
NORMANDIE
Liberté
Égalité
Fraternité

RÉGION
NORMANDIE

Ministère de l'Éducation
Nationale

CPME

U2P

Cdelt

CFE

CFTC

CGT



Site de Caen
Unicité, Bat A
10 Rue Alfred Kastler
14000 CAEN

Site de Rouen
Atrium
115 boulevard de l'Europe
BP 1152
76176 ROUEN Cedex



02 31 95 52 00



contact@cariforefnormandie.fr